



L'Honorable Faith Pansy Tlakula
Président de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples
Rapporteur Spécial de l'OUA sur la liberté d'expression et l'Accès à l'Information

CC:

M. David Kaye
Rapporteur Spécial de l'ONU sur la promotion et protection de la liberté d'opinion et d'expression

2 Mars 2016

Son Excellence,

Les organisations signataires ci-dessous en Afrique et membres d'IFEX, le réseau mondial de promotion et de défense de la liberté d'expression, se joignent à la Fondation des Médias pour l'Afrique de l'Ouest (MFWA) pour exprimer leurs inquiétudes à propos de la détention continue du journaliste et directeur de *Taranga* FM, Alhagie Abdoulie Cessay, qui est actuellement dans son septième mois de détention à la Prison Mile II à Banjul, en Gambie.

Cessay fut d'abord arrêté le 2 juillet 2015. Relâché brièvement, il a été arrêté de nouveau et mis en détention depuis lors. Après une détention initiale de deux semaines au cours de laquelle Cessay a été gardé en secret, sans accès au service d'un avocat et à sa famille, il a été traduit devant la Cour des Magistrats le 4 août 2015 et accusé d'une seule charge de sédition. Il est poursuivi pour avoir distribué des photos du Président Gambien Yahya Jammeh avec une arme braquée sur lui.

Le 18 novembre, pendant que le procès était toujours en cours à la Cour des Magistrats, l'Etat a ajouté sept nouvelles chefs d'accusation contre le journaliste. Ces charges sont une simple duplication de la première à la Cour des Magistrats, sauf pour celle de "publication de fausses informations." La seule charge d'accusation initiale était plus tard abandonnée.

Selon l'organisation partenaire de MFWA en Gambie ; l'Union de la Presse Gambienne, Cessay a souffert de torture et de maltraitance et sa santé continue de se détériorer. Malgré sa mauvaise santé et son éligibilité pour une caution selon la loi Gambienne, le Juge Supérieur de la Cour a rejeté trois fois cette clémence.

Plusieurs appels aux autorités gambiennes et au Président Jammeh directement pour qu'elles relâchent Cessay ont été faits par la MFWA, l'Union de la Presse Gambienne, et autres organisations des droits de l'homme et de la liberté d'expression. Ces appels sont tombés dans de sourdes oreilles vu que le journaliste continue de languir en prison.



Selon Amadou Ceesay, le frère d'Abdoulie, les conséquences de cette arrestation sont largement senties. Amadou se lamente du fait que, "suite à son arrestation jusqu'à ce jour, la famille traverse des périodes difficiles. Il était le gagne-pain principal de la famille. La vie à la maison de la presse qu'il dirige est plus difficile en ce moment. Quelques personnels ont quitté de peur de leur vie et ceux qui sont toujours là n'ont pas été payés depuis son arrestation."

Bien que qu'il y a des limitations raisonnables à la liberté d'expression sous la loi internationale, les lois criminelles de la parole telle que celle de la Gambie sortent du cadre des restrictions légitimes sur ce droit. Les lois gambiennes sont excessivement rigoureuses et ébranlent gravement la liberté d'expression. Le cas d'Abdoulie Ceesay n'est qu'un exemple de l'usage du système judiciaire pour taire les critiques sur le président gambien et fait partie des violations des droits commises par le régime.

En effet, ces lois sont contraires à la Charte Africaine sur les droits de l'Homme et des Peuples, selon la décision importante de 2014 de la Cour qui déclare, entre autres, que l'emprisonnement pour des diffamations viole le droit à la liberté d'expression et que les lois qui pénalisent l'expression doivent être abrogées."A la lumière de cette jurisprudence, la Gambie est en train de démontrer son manque total de respect pour la décision de la Cour."

Par cette lettre, nous vous implorons de mettre la pression sur le Président Yahya Jammeh pour qu'il relâche le journaliste Alhagie Abdoulie Ceesay en considération de sa longue période de détention et de sa santé dégradante; et de mettre fin aux mesures de répression de la liberté d'expression. Selon les propos du frère d'Abdoulie, "Il est temps à ce que le monde commence par agir, si non, nous craignons pour l'avenir de la famille et de Taranga FM, le média le plus réputé du pays."

Ont signé,

Media Foundation for West Africa

Adil Soz - International Foundation for Protection of Freedom of Speech

Afghanistan Journalists Center

Africa Freedom of Information Centre

ARTICLE 19

Association of Caribbean Media Workers

Canadian Journalists for Free Expression

Cartoonists Rights Network International

Center for Media Freedom and Responsibility

Centre for Independent Journalism - Malaysia

Foundation for Press Freedom - FLIP

Freedom Forum

Free Media Movement

Globe International Center

Human Rights Network for Journalists - Uganda

Independent Journalism Center - Moldova

International Federation of Journalists



International Publishers Association
Journalistes en Danger – Democratic Republic of Congo
Media, Entertainment and Arts Alliance
Media Institute of Southern Africa
Media Rights Agenda
National Union of Somali Journalists
Pacific Islands News Association
Pakistan Press Foundation
Palestinian Center for Development and Media Freedoms - MADA
PEN American Center
Vigilance pour la Démocratie et l'État Civique
World Association of Community Radio Broadcasters - AMARC
World Association of Newspapers and News Publishers
Convention de Jeunes Reporteurs de Sénégal (CJRS)- Senegal
Gambia Press Union - The Gambia
International Press Centre (IPC) – Nigeria
Media Reform Coordinating Group (MRCG) – Sierra Leone
Regroupement de la Presse Mauritanienne (RPM)- Mauritania
l'Institut des Médias pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IM2DH) – Togo
l'Observatoire de la Déontologie et de l'Éthique dans les Médias (ODEM) - Benin